

## Sur les traces du virage à gauche latino-américain

Pierre Mouterde

Numéro 754, janvier–février 2012

L'Amérique latine : boussole pour les temps présents

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/67070ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Mouterde, P. (2012). Sur les traces du virage à gauche latino-américain. *Relations*, (754), 13–14.

# Sur les traces du virage à gauche latino-américain

Les expériences réalisées dans cette région du monde s'ancrent dans une histoire tumultueuse, faite d'extrêmes et de luttes, alors que la gauche à travers le monde est mise au défi par le néolibéralisme triomphant.

**PIERRE MOUTERDE**

Le continent sud-américain a ceci de particulier qu'il permet de mieux nous faire voir ce qui se passe dans le vaste monde. Aussi, quand on choisit d'avoir un point de vue de gauche et qu'on s'emploie à chercher dans le brouhaha bourdonnant de l'actualité une sorte de boussole pour les temps présents, il reste toujours intéressant de revenir à l'histoire récente de l'Amérique latine. Comme si, de cette manière, on pouvait mieux appréhender les grands enjeux sociopolitiques traversant nos sociétés contemporaines.

## DES DICTATURES AUX DÉMOCRATIES SOUS TUTELLE

Pensons simplement à ce mode de régulation économique néolibéral qui a fini par s'imposer chez nous au Québec, surtout à partir du milieu des années 1990 avec Lucien Bouchard et ses politiques de déficit zéro. Eh bien, c'est au sud de l'Amérique qu'il a été expérimenté pour la première fois, au Chili du général Pinochet, dès janvier 1974, au moment où commençaient à se mettre en place un peu partout dans le Cône sud – Brésil (1964-1985), Chili (1973-1989), Uruguay (1973-1985), Argentine (1976-1983) –, de féroces dictatures de sécurité nationale! Celles-ci avaient pour curieux objectif non seulement de chercher à écraser les partis politiques de gauche (communiste, socialiste, d'extrême-gauche, etc.) et les mouvements sociaux d'origine populaire (le fameux ennemi intérieur), mais aussi d'imposer par la force un nouveau mode de régulation économique néolibéral. Celui-ci se caractérisait par la mise en place de politiques systématiques de privatisation, de dé-

réglementation, de libéralisation des échanges et de recours exclusif aux principes du monétarisme des *Chicago boys* de Milton Friedman.

Il faudra attendre la fin des années 1980 et le début des années 1990 pour qu'une fois cette mise au pas dictatoriale effectuée, on assiste à un lent retour à la démocratie, mais une démocratie restreinte et sous tutelle militaire ou internationale. Sous cette gouverne, le modèle économique hérité des dictatures ne fut aucunement remis en cause, tant les partis qui arrivèrent alors au gouvernement jouèrent de prudence, soit en reprenant à leur compte les plans néolibéraux, soit en leur accolant un vague volet social. Le cas du Chili est à cet égard exemplaire: le président démocrate-chrétien Patricio Aylwin, au début des années 1990, se garda bien de toucher à l'essentiel de l'héritage économique et constitutionnel du général Pinochet.

## RAVAGES NÉOLIBÉRAUX ET VIRAGE À GAUCHE

Résultats: on assiste un peu partout, dans les années 1990 et au début des années 2000, à une remontée très nette des inégalités sociales et, partant, à un appauvrissement de larges segments des couches populaires. En Amérique latine, au début de l'an 2000, il y avait 224 millions de pauvres (CEPAL), alors que la population totale atteignait (avec celle des Caraïbes) 525 millions. Quant au

La «décennie perdue» des années 1990 a néanmoins eu comme effet positif de permettre à l'Amérique latine de connaître une sorte de sursaut social et politique étonnant.

pourcentage de personnes vivant avec moins d'un dollar par jour, il était passé de 6% en 1990 à 9,5% en 1999 (OIT). L'économie du sous-continent se financiarise et l'Amérique latine vit une sorte de recolonisation sauvage à travers l'afflux massif de capitaux européens et l'arrivée de grandes entreprises étrangères assoiffées de ressources énergétiques ou minières nouvelles. C'est ce qu'on a appelé la «décennie perdue» des années 1990, qui a néanmoins eu comme effet positif de permettre à l'Amérique latine de connaître une sorte de sursaut social et politique étonnant. Car dès la fin des années 1990, mais surtout à partir du début des années 2000, voilà que va se produire un véritable virage à gauche de presque tout le sous-continent. Un tournant qui va se caractériser par l'arrivée au gouvernement de partis se faisant l'écho des frustrations populaires grandissantes et se reconnaissant – au moins en théorie – dans des valeurs de la gauche: Hugo Chávez au Venezuela, en 1998; Lula da Silva au Brésil, en 2003; Néstor Kirchner en Argentine, en 2003; Evo Morales en Bolivie, en 2005; Tabaré Vázquez en Uruguay, en 2005; Daniel Ortega au Nicaragua,

L'auteur, sociologue et essayiste, a publié entre autres *La gauche en temps de crise, contre-stratégies pour demain* (Liber, 2011)



Claudia Bernal,  
*Couple*, 2004,  
 techniques mixtes  
 sur bois

en 2006; Fernando Lugo au Paraguay, en 2008; Mauricio Funes au Salvador, en 2009; Ollanta Humala au Pérou, en 2011, etc.

Mais ce n'est pas tout : on assistera aussi dans les années 2000 au surgissement de puissants mouvements sociaux directement liés aux effets les plus traumatisants des politiques néolibérales. Leurs interventions, qui prennent parfois la forme d'insurrections populaires, vont souvent être décisives, en particulier dans cette irruption de la gauche sur la scène politique. Le cas de la Bolivie, avec ses grandes mobilisations populaires et indigènes de la guerre de l'eau (2000-2001) ou du gaz naturel (2003), conduisant à la chute du président Gonzalo Sánchez de Lozada en octobre 2003, est sans doute le plus marquant. Il n'est pourtant pas le seul, songeons au mouvement des *piqueteros* argentins dans le sillage de la débâcle économique et financière de l'Argentine, en 2001, au puissant mouvement autochtone de la Confédération des nationalités indigènes de l'Équateur, qui réussit à renverser deux présidents (Abdala Bucaram, en février 1997 et Jamil Mahuad, en janvier 2000). Ou encore au tout récent mouvement des étudiants chiliens qui, après plus de six mois de grève, continuent à tenir tête au très néolibéral président Piñera.

Sans parler, bien sûr, de la rébellion zapatiste dans le sud du Mexique. Souvenez-vous de son célèbre porte-parole, le sous-commandant Marcos, et de son « non au néolibéralisme, oui à l'humanité! », lancé le jour même de la mise en application de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) le 1<sup>er</sup> janvier 1994 – en soi un événement historique. Il a ouvert la voie à la grande marche des Zapatistes vers Mexico, en février-mars 2001, et préfiguré les rassemblements altermondialistes des années suivantes. La ville de Porto Alegre dans le sud du Brésil, tenue par la gauche du Parti des travailleurs (PT), en a été le centre névralgique.

## DE LOURDES CONTRAINTES

Il reste que ces contestations multiformes furent loin de prendre la forme d'un mouvement ou d'une stratégie d'opposition unie. La gauche latino-américaine, comme partout ailleurs, avait subi le contrecoup de la chute du mur de Berlin et, dans son sillage, celui de la perte de crédibilité des grands modèles politiques auxquels elle se référait traditionnellement (le communisme, la social-démocratie et le nationalisme-populaire). Aussi, la majeure partie de celle-ci s'est trouvée sur la défensive et désorientée dans les années 2000. Plus souvent qu'autrement, elle fut portée à faire le lit du néolibéralisme, n'y trouvant des parades



que peu à peu, ne se sortant de son état défensif que difficilement et en ordre dispersé.

Les uns optèrent pour le « social-libéralisme ». C'est le cas du Brésil de Lula qui, cependant, combina au strict respect des équilibres macro-économiques néolibéraux, un important volet social aux effets non négligeables. Lors de ses deux mandats, la malnutrition a diminué de 70 % et la mortalité infantile de 47 %. Mais si la pauvreté a globalement reculé, les inégalités – abyssales au Brésil – n'ont que peu régressé. Autrement dit, les politiques du gouverne-

ment Lula n'ont pas transformé de manière significative la structure de répartition des revenus et de la richesse.

D'autres, plus ambitieux, se lancèrent dans l'aventure d'une révolution : qu'elle soit bolivarienne au Venezuela de Chávez, citoyenne dans l'Équateur de Correa, ou indigène dans la Bolivie de Morales. Dans ces trois pays, le discours est indéniablement plus novateur et radical – avec ses références à l'Al-

liance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (ALBA), à la démocratie participative ou au pouvoir populaire, au « socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle », au *buen vivir* autochtone et à la protection de la Terre-Mère. Les conditions de vie des couches populaires s'y sont clairement améliorées, notamment en termes de soutien aux personnes âgées et d'accès à l'éducation et aux soins de santé. Enfin, les mouvements sociaux y jouent un rôle plus central. Cela dit, les avancées pratiques restent malgré tout prudentes, inscrites dans le cadre keynésien, et leur futur paraît passablement problématique tant de puissantes oppositions se dressent toujours sur leur chemin, appuyées en sous-main par les États-Unis<sup>1</sup>. Signes de ces rapports de force politiques encore si défavorables à l'échelle du sous-continent!

Mais n'est-ce pas à l'image de ces « temps présents » où partout la gauche cherche avec difficulté à se hisser à la hauteur des défis posés par le néolibéralisme triomphant, encore et toujours partagée qu'elle est, entre les pesanteurs du passé et les promesses de l'avenir?

C'est ce que l'Amérique latine nous fait voir aujourd'hui avec tant de clarté! ●

1. Trois tentatives de coup d'État, certes repoussées, ont retardé ou fragilisé le processus d'ensemble dans ces trois pays.